



HAL
open science

Yves Birot : témoignage

Yves Birot, Christian Galant

► **To cite this version:**

Yves Birot, Christian Galant. Yves Birot : témoignage. Archorales : chercheurs en forêts, 16, Editions INRA, 196 p., 2015, Archorales, 9782738013712. hal-02800049

HAL Id: hal-02800049

<https://hal.inrae.fr/hal-02800049v1>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Test de viabilité par réaction fluochromatique (FCR) sur du pollen de sapin de douglas. Seuls les grains fluorescents (vert intense) sont viables. © Inra - M. Bonnet-Masimbert

YVES BIROT

56

Après l'École forestière de Nancy, il se lance dans la recherche-développement au Centre technique forestier tropical, en Afrique de l'Ouest. À l'Inra de Nancy, Yves Birot travaille sur l'amélioration génétique des conifères, puis il part installer la station d'amélioration à l'Inra d'Orléans et termine son parcours professionnel à Avignon. Il prend la responsabilité nationale du programme « Croissance des arbres forestiers » et devient chef de département Forêts et président du conseil d'administration de l'Institut forestier européen. Comme président du Gip Ecofor, il met sur pied un groupe d'expertise collective sur les tempêtes.

Je suis né le 28 août 1939, quelques jours avant la déclaration de guerre, en Saône-et-Loire. Ma mère s'était réfugiée dans la résidence secondaire de ses parents près de Chalon-sur-Saône, tandis que mon père était mobilisé, puis fait prisonnier au printemps 1940. Je n'ai fait sa connaissance qu'à l'âge de trois ans, à son retour de captivité. Universitaire, mon père était professeur de géographie à la Sorbonne à Paris, où il a fait une grande partie de sa carrière. Mon grand-père paternel était professeur de lycée. Ma mère était aussi issue d'un milieu intellectuel, puisque mon grand-père maternel, Édouard Jordan, fut professeur d'histoire à la Sorbonne et mon arrière-grand-père, Camille Jordan, fut un mathématicien reconnu dans le monde des mathématiques modernes, et un très jeune président de l'Académie des sciences. Donc des deux côtés, j'ai une ascendance de professeurs et d'intellectuels.

En 1944, nous avons vécu au Portugal où mon père occupait un poste de professeur visitant. Nous sommes revenus en France après la guerre pour nous installer à Dijon, puis en région parisienne en 1948. J'y ai fait la fin de mes études primaires puis le lycée. C'est vraiment en terminale que j'ai choisi de faire l'Agro. La filière grandes écoles n'était pas habituelle dans ma famille plus axée sur le monde académique. J'ai passé un

bac math élem. puis fait ma prépa au lycée Saint-Louis à Paris. Et je suis entré à l'Ina, rue Claude-Bernard en 1960.

Étiez-vous bien classé ?

Second à l'écrit du concours, je suis entré dans les 20 premiers. Je n'étais pas encore fixé sur ce que je voulais faire à la sortie, mais l'Ina m'offrait une grande palette de débouchés : c'était un peu l'assurance tous risques. À la fin de la 2^e année, avec un certain goût pour la nature - que j'ai toujours d'ailleurs ! -, mon classement me permettait de rentrer à l'École nationale des eaux et forêts. Je suis donc entré comme ingénieur-élève à l'École forestière de Nancy en 1962. J'y ai passé deux ans - durée normale des études.

Pourquoi avez-vous choisi les forêts ?

Je conserve un souvenir mitigé de l'enseignement à l'Ina, largement encyclopédique, très appliqué et peu ouvert, sauf exceptions, sur le monde scientifique. Il y avait par ailleurs peu d'enseignement sur la forêt à l'Agro. En revanche, il y avait des professeurs de grande envergure dont un qui m'a beaucoup marqué : René Dumont. C'est à cause de lui, ou grâce à lui, que j'ai ensuite choisi de débiter ma carrière dans les pays tropicaux. Au cours de ma scolarité à l'Agro, mon attirance

pour un métier proche de la nature s'est précisée, de même que le goût pour une profession de service public tournée vers le long terme.

À Nancy, je me suis vite intéressé à la forêt en tant qu'objet. J'ai trouvé cela fascinant. À l'époque, la forêt était considérée de manière prédominante comme un secteur de production économique. L'environnement n'était pas encore explicitement pris en compte et d'ailleurs le terme n'existait pas. La forêt avait pourtant plusieurs rôles et notamment celui de protection : les grands reboisements des Alpes, à la fin du XIX^e siècle, pour limiter les problèmes d'érosion, d'inondation ou la fixation des dunes en Aquitaine sont là pour en témoigner. On ne parlait pas de multifonctionnalité mais cet aspect était bien sous-jacent.

J'en viens maintenant à mon inclination pour les forêts tropicales. À la sortie de l'Agro en 1962, pendant les vacances d'été, j'ai souhaité faire un stage forestier en Afrique comme étudiant, pour « tâter le terrain » avant de faire un choix de future carrière. Finalement, on m'a proposé la Guyane où je suis allé pendant deux mois. J'ai eu au cours de ce stage l'occasion de découvrir en profondeur cet écosystème forestier amazonien. À la fin de mes études forestières à Nancy, j'avais toujours l'idée d'une carrière tropicale. J'ai décroché un stage à Madagascar où j'ai passé deux mois (été 1964) avant d'être incorporé pour mon service militaire.

Dans la période post-indépendance, la coopération s'exerçait notamment à travers des instituts techniques par filière : celui de la forêt s'appelait le Centre technique forestier tropical, celui pour les cultures vivrières s'appelait l'Irat ; il y en avait aussi un pour le coton, l'élevage... J'ai été recruté par le Centre technique forestier tropical, avec un premier poste en Afrique de l'Ouest (Haute-Volta - aujourd'hui Burkina Faso - et Niger) puis un second poste en Côte d'Ivoire. Au total, je suis resté cinq ans en Afrique, de 1966 à fin 1970. Ce fut une période formidable, enrichissante et passionnante, car, loin de tout, il fallait faire face à des responsabilités plus larges que dans le contexte



Yves Birot et Marion Guillou, présidente directrice générale de l'Inra. 2 décembre 2004.

français. Il n'y avait à l'époque pas de problème d'insécurité et les religions cohabitaient très pacifiquement.

En quoi consistait votre travail ?

C'était un travail essentiellement de recherche technique sur les espèces forestières à introduire, pour la production de bois de feu et de service. À l'époque et encore aujourd'hui, le bois était la source d'énergie pour cuire les aliments ou construire les cases. L'idée était de trouver des espèces performantes, des techniques et des méthodes, pour faire des plantations, et du même coup, contribuer à la protection des écosystèmes boisés naturels. Les plantations expérimentales portaient sur les espèces locales mais aussi introduites, comme les eucalyptus et d'autres à croissance rapide. Dans ce contexte soudano-sahélien à la longue saison sèche, j'ai fait une étude en écophysologie sur la résistance à la sécheresse des eucalyptus, en liaison avec un chercheur de la station de bioclimatologie de l'Inra de Versailles. C'était mon premier travail en collaboration avec l'Inra.

Je m'intéressais aussi à l'érosion des sols. Historiquement, c'est un domaine auquel les forestiers se sont intéressés. Pour moi, il s'agissait plutôt de recherche

appliquée sur « l'érosivité » des sols en fonction du régime pluviométrique, des propriétés physiques des sols et de leurs modes de culture.

J'ai effectué mon dernier séjour en Afrique en Côte d'Ivoire, où mon travail était centré sur des recherches techniques sur la sylviculture de la forêt dense semi-décidue. Ainsi ma période africaine m'aura permis de me familiariser avec les écosystèmes de savane et ceux de forêt dense.

J'ai quitté le Centre technique forestier tropical début 1971, à la suite d'une offre de recrutement par le département Recherches forestières de l'Inra. Il y avait déjà des relations entre le Centre technique forestier tropical et l'Inra. Pierre Bouvarel, alors directeur de la station d'amélioration des arbres forestiers de l'Inra à Nancy, était venu en mission en Afrique dans le cadre de cette coopération. Je le connaissais, il avait été mon professeur à l'école forestière.

Que connaissiez-vous de l'Inra ? Saviez-vous comment était organisée la recherche en France ?

À vrai dire, peu de choses, à l'Agro très peu d'enseignants venaient de l'Inra. Durant mon séjour en Haute-Volta, j'ai lié des contacts avec les écophysicologues de Grignon. Je suis entré à



© Inra - S. Hamplier

Eucalyptus.

l'Inra en janvier 1971. J'ai été recruté à la station d'amélioration des arbres forestiers de Nancy dirigée par Jean-François Lacaze (et précédemment par P. Bouvarel, récemment devenu chef de département). Je savais dès le début que je resterais peu de temps à Nancy parce qu'il y avait déjà le projet de transférer cette station à Orléans.

Peu de temps après mon recrutement par l'Inra, j'ai été confronté à un petit problème de statut. J'appartenais en effet au tout jeune corps du Génie rural des eaux et des forêts (Gref) qui avait

résulté de la fusion en 1964 opérée par Edgar Pisani entre administration des Eaux et forêts et celle du Génie rural. Assez rapidement, P. Bouvarel m'a fait savoir que même en situation de détachement, je devrais passer le concours de chargé de recherche, ce que j'ai fait. Je ne voulais pas démissionner du corps du Gref pour deux raisons : je pouvais changer d'avis plus tard et voulais me garder une porte de sortie au cas où j'aurais été amené à quitter le monde de la recherche, et puis, je trouvais important d'être un acteur du dialogue entre

le monde scientifique et celui de la profession. En dépit des pressions subies à certaines époques de la part de la direction générale de l'Inra, et malgré un niveau de salaire inférieur à celui du corps du Gref, j'ai conservé mon détachement à l'Inra jusqu'à ma retraite.

Il y a eu donc plusieurs types de situations pour les personnels d'origine Eaux et forêts ou Gref intégrés à l'Inra ?

Quand les recherches forestières, qui relevaient de l'enseignement forestier à Nancy, ont été intégrées à l'Inra, certains des acteurs locaux, qui avaient été nos enseignants à l'école forestière, ont joué la carte Inra. P. Bouvarel, le premier, était le plus volontariste, et fut accompagné de J. Pardé. D'autres étaient moins enthousiastes (J.F. Lacaze et H. Polge), et avaient l'impression de perdre leur âme. Ils ont rejoint l'Inra avec une certaine amertume et en traînant les pieds.

D'autres encore n'étaient pas partants du tout et se sont éloignés de l'Inra en allant dans l'enseignement forestier, dans l'administration ou ailleurs. La plupart des jeunes forestiers de ma génération motivés par la recherche n'ont pas eu le choix du tout et ont dû démissionner. Très rares sont ceux qui comme M. Bonneau et moi ont réussi à maintenir leur détachement.

Au-delà des questions symboliques et d'appartenance à des corps de la fonction publique, une partie des difficultés rencontrées tenait à la différence nettement défavorable de rémunération proposée par la recherche publique par rapport à celle du ministère de l'Agriculture.

Avez-vous travaillé en génétique ?

En arrivant à Nancy, J.F. Lacaze (directeur de la station) m'a confié l'amélioration génétique de certains conifères, notamment d'espèces introduites, d'espèces nord-américaines, en particulier le douglas qui a été une grande espèce de reboisement. Introduite en France à la fin du XIX^e siècle, elle a été fortement plantée depuis la dernière guerre. On en compte aujourd'hui presque 500 000 ha. Je me suis donc occupé de faire progresser la connaissance de la diversité

génétique de ces espèces au cours des trois années que j'ai passées à Nancy puis Champenoux. Champenoux était un très mauvais choix pour une station d'amélioration. On étudiait la diversité génétique de manière comparative : en plantant expérimentalement différents pools génétiques dans des contextes environnementaux différents. Il fallait au préalable élever les plants en pépinière selon des plans expérimentaux. Le climat rigoureux de Nancy et surtout les sols très argileux étaient très défavorables au bon fonctionnement d'une pépinière. C'est pourquoi, dès le début des années 70, l'Inra avait choisi de transférer ailleurs la station d'amélioration des arbres forestiers. L'option retenue a été une implantation à Orléans dont la position géographique centrale et les sols sableux convenaient bien aux « améliorateurs ». J'ai quitté Nancy pour Orléans au début de 1974.

Quelle était votre implication dans le projet orléanais ?

Elle était très forte puisque je suis arrivé à Orléans en avant-coureur, seul chercheur avec une équipe technique. Arrivés sur un terrain couvert de taillis, il a fallu aménager le site, défricher, installer les pépinières. C'était vraiment une phase pionnière durant laquelle il a fallu monter un outil expérimental de toute pièce. Mais c'était motivant ! J'ai en parallèle continué mon activité dans le domaine de la génétique des conifères nord-américains.

Pourquoi le choix d'Orléans ?

Il y a eu beaucoup d'hésitations et de propositions différentes précédant ce choix. Orléans était central géographiquement, et c'était un point important car il fallait planter les plants élevés dans des dispositifs expérimentaux comparatifs situés dans des contextes environnementaux variés, aussi bien en Bretagne que dans le Massif central. La nature sableuse des sols, pauvres minéralement (mais cela s'amende), offrait une texture favorable au développement racinaire et à l'arrachage des plants. L'Orléanais est d'ailleurs bien connu comme une région de pépinières. Donc, la station d'amélioration s'est établie là.

Vous souvenez-vous de quelques protocoles de recherche ?

Les protocoles de recherche visaient à confronter une variabilité génétique à une variabilité environnementale. Les expérimentations étaient lourdes, coûteuses et longues (plusieurs décennies), et exigeaient des surfaces importantes. Les évolutions ont concerné, d'une part la miniaturisation des dispositifs de terrain en réduisant le nombre d'individus dans une parcelle élémentaire, d'autre part la mise au point de tests précoces permettant de corréler des caractères à l'état jeune (stade pépinière) et à l'état adulte. Cette évolution des protocoles était rendue possible par l'évolution des outils biométriques eux-mêmes.

Vous avez participé à la montée en puissance de cette équipe qui s'élevait à combien de personnes ?

Je ne peux citer de chiffres car la station s'est étoffée au cours du temps. Mon équipe s'est progressivement enrichie de chercheurs, ingénieurs et techniciens. À l'époque, la station d'amélioration était une grosse unité, dont l'activité était sous-tendue par une stratégie nationale. Il y avait après la guerre le constat - qui est d'ailleurs toujours vrai en partie - qu'on avait un déficit de bois résineux pour l'industrie, pour la construction et qu'il fallait absolument développer le potentiel de bois résineux. L'optique était donc le reboisement par plantation. Un instrument du ministère de l'Agriculture - le Fond forestier national (FFN) - était destiné à aider le secteur industriel et en particulier les scieries, mais aussi les propriétaires pour le reboisement. Le FFN considérait que notre démarche visant le progrès génétique et son transfert en termes de choix de sources de graines ou de création variétale, par voie végétative ou sexuée, allait exactement dans ce sens. Il en découlait que le FFN apportait à l'Inra sous forme contractuelle des financements précieux. Je me suis beaucoup impliqué dans cette démarche orientée vers l'amélioration génétique du matériel forestier de reproduction. Cette époque a vu notamment la mise en place de vergers à graines pour des espèces comme l'épicéa, le douglas, le mélèze, le pin sylvestre...

Au cours de cette période, j'ai été amené à faire de nombreuses missions à l'étranger (principalement Pologne, et côte Ouest des États-Unis) dans des régions forestières hébergeant des ressources génétiques ou écotypes d'intérêt majeur pour notre pays. Pour la Pologne, il s'agissait des espèces : mélèze, épicéa, pin sylvestre ; sur la Côte pacifique, il s'agissait surtout du douglas, espèce très productive possédant un bois de haute qualité technologique. Il y a une grande variabilité géographique ou variétale chez les arbres forestiers, ce qui fait que selon la source de graines utilisée, les performances obtenues en plantation peuvent varier de 1 à 10. Donc avant de commencer des travaux de sélection individuelle, il faut déjà bien connaître la variabilité inter-populations, et pour cela il faut échantillonner l'aire naturelle des espèces. Par exemple, le douglas va de la Californie jusqu'à la Colombie britannique, le long de la Côte pacifique. On savait déjà qu'il y avait des « bonnes zones » comme l'État de Washington, l'Oregon, certaines zones des montagnes de la chaîne des Cascades. Donc j'ai été très souvent aux États-Unis, parfois deux mois consécutifs, pour échantillonner, ramener les graines et ensuite faire des plantations comparatives. J'ai été efficacement secondé dans ces missions par un ingénieur remarquable de la station d'amélioration : Jean-Charles Bastien.

Ces variétés, que vous avez mises au point, sont-elles disponibles ?

Oui, elles sont disponibles aujourd'hui, mais elles ne sont plus très utilisées car le contexte a radicalement changé. Dans les décennies qui ont suivi la guerre, la cadence annuelle des plantations était de l'ordre de 50 000 à 70 000 ha. Aujourd'hui, on doit être tombé en dessous de 10 000 ha par an. La première raison est la suppression du FFN en 2000, la seconde est à relier à la crainte des propriétaires face aux risques associés au changement climatique. Cette chute des reboisements et le non renouvellement des peuplements mettent en danger la pérennité de la ressource ligneuse et à terme la filière bois elle-même.

Ces dix années passées à Orléans de 1973 à 1983 ont été l'une des meilleures périodes de ma vie professionnelle. Nous



Feu expérimental par l'équipe d'Écologie des forêts méditerranéennes d'Avignon, 2012. © Inra - C. Slagmulder

dispositions de locaux neufs, de bons outils de recherche, de postes nouveaux de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens, de financements sécurisés, et de la direction éclairée de J.F. Lacaze, un visionnaire qui savait aussi déléguer.

En 1983, après treize ans à la station d'amélioration et au moment où je venais de décrocher un premier contrat européen (c'était le premier programme-cadre), J.F. Lacaze, le chef de département qui avait succédé à P. Bouvarel, m'a proposé de prendre la direction de la station de sylviculture méditerranéenne d'Avignon, et donc de changer de métier.

Quelle est l'histoire de l'unité d'Avignon ?

L'unité d'Avignon tire son origine de l'École nationale des eaux et forêts au sein de laquelle elle a constitué l'antenne de recherches méditerranéennes. À mon arrivée en 1983, elle comprenait deux stations celle d'entomologie et celle de sylviculture, qui incluait également des recherches sur les incendies

de forêt. Deux ans après, J.F. Lacaze a structuré le département sous forme de programmes nationaux organisés par discipline sous la responsabilité d'un animateur de programme. Ce système a constitué un grand progrès. Il a apporté beaucoup plus de cohérence dans les approches scientifiques mises en œuvre, dans la recherche de complémentarités et de coopération entre équipes (souvent de petite taille), mais aussi dans le développement des équipes locales, ainsi que dans la gestion des investissements en matériel scientifique.

En 1985, J.F. Lacaze m'a demandé de prendre, depuis Avignon, la responsabilité du programme national « Croissance des arbres et des peuplements forestiers ». Il s'agissait de coordonner des équipes de chercheurs en sylviculture, présentes à Nancy, Bordeaux et Avignon. Il s'agissait aussi de donner une inflexion aux projets de recherche vers la modélisation de la croissance et de la production. Certains chercheurs de Nancy et Bordeaux s'étaient déjà engagés dans cette voie, mais il fallait aller

plus loin, avec l'objectif de déboucher sur des modèles d'aide à la décision en matière sylvicole. C'était un champ thématique tout à fait nouveau pour moi, qui nécessitait un sérieux apprentissage.

En 1983, comment avez-vous vécu ce changement de fonctions ?

Cela a été une période difficile et pourtant très enrichissante, notamment pour les aspects qui concernent la responsabilité du programme « Croissance des arbres forestiers ». Pour me former, je suis retourné aux États-Unis pendant deux mois et j'ai fait le tour de nombreux laboratoires travaillant selon différentes approches scientifiques sur la modélisation de la croissance et de la production des peuplements forestiers. De cette visite, j'ai tiré un grand nombre de leçons. J'en illustrerai une.

Pour construire des modèles de simulation performants, il faut disposer de jeux de données de qualité. Ces données doivent provenir d'un réseau de parcelles expérimentales implantées

dans des zones écologiques variées et comportant des niveaux de densité très différents. Le suivi de ces parcelles doit se faire sur le moyen et long terme (l'arbre est un organisme longévif) Mettre en place et suivre un tel réseau est impossible pour une seule organisation ou institut, vu les coûts impliqués. Dans plusieurs États américains, des organismes (universités, US Forest Service, centres de recherche privés) se sont organisés sous forme de coopérative pour partager le coût du réseau, mutualiser leurs parcelles et leurs données. À mon retour en France, j'ai réussi à convaincre les chercheurs de l'Inra et d'autres organismes (ONF, Cemagref, Afofel, IDF) de monter au niveau français une coopérative de données concernant plusieurs espèces forestières. En quelques années, un projet s'est formalisé sous forme d'un Gis « coopérative de données » créé en 1994. Il a célébré cette année son 20^e anniversaire. Une retombée inattendue de ce dispositif : les parcelles mises en place selon des protocoles standardisés fournissent des données de choix pour les études sur l'impact du changement climatique !

Quelle était votre approche de l'outil informatique ?

J'ai commencé en Afrique avec une machine Facit manuelle : le calcul d'une variance était particulièrement

fastidieux. À la fin des années 1960 sont arrivées les premières machines électroniques de bureau programmables Olivetti. Quel progrès !

Les dispositifs expérimentaux de l'amélioration des arbres forestiers généraient un nombre considérable de données que seule une informatique centralisée pouvait à l'époque traiter. Il fallait au préalable encoder les cartes perforées ! Les liens avec la station de biométrie de Nancy étaient étroits, mais d'autant plus faciles que le développement de la biométrie à l'Inra s'était fait grâce à des chercheurs originaires de l'École forestière et Polytechnique, tels que P. Arbonnier, R. Tomassone ou C. Millier.

Quand vous êtes-vous impliqué dans la direction du département ?

En 1986, J.F. Lacaze, qui avait la responsabilité à la fois du département Forêts de l'Inra et du département Forêts du Cemagref, m'a demandé de le rejoindre comme adjoint, tout en restant basé à Avignon. J'ai remplacé J.F. Lacaze comme chef de département en 1989, et j'ai occupé cette fonction pendant dix ans.

La période de chef de département a été pour moi une période difficile, exigeante. J'avais mon secrétariat à Avignon où j'étais en moyenne un jour par semaine ; le reste du temps, j'étais en déplacement à Paris, dans les centres où

étaient implantés les laboratoires forestiers, ou encore à Bruxelles. C'était une charge lourde, impactant la vie familiale, mais ce fut une période passionnante que je n'ai jamais regrettée. Dans la position de chef de département, j'ai pu apprécier la capacité à arbitrer et à impulser des choses nouvelles : orientations, développement d'unités, recrutements, équipements, partenariat au niveau national et international. J'ai pu contribuer au développement d'activités dans les quatre pôles forestiers principaux : Nancy, Orléans, Bordeaux et Avignon. Alain Coléno était convaincu, comme moi, de la pertinence de monter un laboratoire associé avec le Cirad sur l'architecture des plantes à Montpellier (Amap). Le département Forêts a été le premier à y mettre des moyens. En Guyane, il y avait à Kourou, des équipes de petite taille de l'Inra, du Cirad, de l'Engref, toutes hébergées sur le même campus, mais pratiquement sans liens entre elles. En liaison avec les responsables de ces organismes, on a pu les fédérer sous forme d'un groupement d'intérêt scientifique Silvolab. Ce Gis a été le socle d'une future UMR (Ecofog) avec un partenariat élargi.

J'en ai retiré de cette période à la tête du département Forêts une grande satisfaction, même si j'ai conscience d'avoir fait des erreurs comme tout le monde, notamment pour certains recrutements.



De gauche à droite : Yves Birot, Bernard Sauveur et Guy Paillotin.



Peuplement de pin sylvestre en Pologne. ©Wikipédia - Crusier

Quel était votre interlocuteur au niveau de la direction scientifique et comment le département Forêts se positionnait-il dans l'Institut ?

À la direction scientifique « productions végétales », j'ai connu plusieurs responsables : Jean Marrou d'abord puis Alain Coléno avec lequel j'ai entretenu de bonnes relations. Toutefois l'appartenance du département Forêts à cette direction scientifique générerait des frustrations et des malentendus ou incompréhensions. Frustrations pour moi, car nombre de discussions en réunion de direction scientifique ne me concernaient pas ; malentendus et incompréhension parce que nombre de thématiques du département se situaient hors du champ de cette direction scientifique, par exemple les disciplines se rattachant au milieu physique (écophysiologie, science du sol), à l'écologie ou encore aux sciences du bois. Il était difficile de faire comprendre que les forêts ne sont pas seulement une simple production comme une céréale, mais un écosystème complexe dont le pilotage sur le long terme se fait pratiquement sans intrants. Au

sein de la direction scientifique comme plus largement de l'Institut, je me suis souvent heurté à la critique du caractère multidisciplinaire du département Forêts, le reproche étant que ce département constituait à lui tout seul un « mini Inra ». Pendant longtemps a surgi de manière récurrente la tentation de redécouper le département en mettant les pathologistes forestiers au département Pathologie, les entomologistes au département Zoologie... À une époque marquée par le réductionnisme scientifique, peu de collègues comprenaient la pertinence d'une approche intégrée du fonctionnement des écosystèmes forestiers, au sein desquels toutes les composantes interagissent, et de l'ensemble des biens et services que ces écosystèmes procurent. Il a fallu donc lutter constamment contre cette idée de partition du département Forêts. Depuis une quinzaine d'années, les choses ont évolué dans le bon sens avec la prise de conscience agroécologique, et la constitution d'un département identifié par sa dimension écosystémique : Forêts et milieux naturels puis Écologie des forêts, prairies et milieux aquatiques.

Comment avez-vous perçu les évolutions de la politique générale de l'Inra ?

La politique scientifique a connu un tournant majeur avec l'arrivée de Guy Paillotin à la direction scientifique de l'Institut. Dans un laps de temps finalement assez court, il a su impulser des changements profonds en mettant l'accent sur la nécessité d'approches scientifiques plus fondamentales et plus génériques, sur la qualité des recrutements, sur la production scientifique dans des revues internationales de rang A, sur l'évaluation scientifique... Ces réformes n'ont pas sur le moment toujours été bien perçues, certains dénonçant une « dérive » de l'Institut vers un organisme de type CNRS. Aujourd'hui, force est de constater leur pertinence, quand on voit le positionnement actuel de l'Inra dans la recherche agronomique mondiale et européenne, attesté par la bibliométrie et la compétitivité de l'Inra dans les appels d'offres européens. Ceci vaut bien sûr pour la recherche forestière qui a très largement bénéficié de ces évolutions. Sa crédibilité et sa visibilité internationale ont été véritablement « boostées ». Au niveau national, nos

partenaires du développement forestier n'ont pas toujours bien perçu ces changements. Cependant, en regardant dans le rétroviseur, jamais la recherche forestière n'aurait bénéficié d'une telle progression en termes de moyens et de qualité scientifique, si, il y a 50 ans, elle n'avait pas été intégrée à l'Inra. On ne peut aujourd'hui que rendre hommage aux pionniers que furent MM. Bustarret, Drouineau et Bouvarel.

Concernant l'évolution des structures de l'Institut (départements, directions scientifiques) vers des entités de plus grande taille, j'ai un sentiment un peu plus mitigé, en particulier à propos des départements. Dans un département de taille moyenne comme l'était le département Forêts que j'ai connu, j'ai apprécié de pouvoir situer l'activité personnelle des chercheurs et ingénieurs, et je pouvais visiter les unités de recherche relativement fréquemment. Je pense que la taille actuelle des départements a occulté cette dimension essentielle.

À la tête du département durant ces années, vous êtes-vous impliqué dans le développement de la coopération scientifique forestière internationale ?

L'émergence du programme-cadre de recherche et développement de l'Union européenne au début des années 1980 a constitué une opportunité formidable que les chercheurs forestiers, mieux que d'autres à l'Inra, ont su saisir. Ils ont été particulièrement performants dans le montage de projets avec un taux de succès élevé. À mon niveau, je me suis beaucoup impliqué dans différentes structures.

Le système Coopération scientifique et technologique en Europe (Cost) créé par Hubert Curien en 1971, comportait plusieurs comités techniques dont un pour le secteur « forêt-bois-papier ». C'est J.F. Lacaze qui avait commencé à représenter la France, je lui ai succédé et en ai pris la présidence. À l'époque, il y avait dans ce comité une vingtaine de pays de l'Union européenne ou non ressortissants de l'UE. Notre tâche essentielle consistait à sélectionner des projets d'« actions Cost » et de les évaluer dans leur déroulement et leurs résultats. J'ai continué à être actif dans Cost après ma retraite. Je l'ai quitté en fin 2004, après y avoir passé 10 ans.

Les réunions du comité technique, qui comportait nombre de responsables d'instituts forestiers européens, constituaient un cadre de choix pour discuter des thématiques prioritaires à faire émerger dans les futurs appels d'offres du PCRD, et d'en convaincre la commission. En prenant ainsi les choses en amont, il s'est avéré possible dans un certain nombre de cas de faire retenir par la commission des thématiques sur lesquelles nos chercheurs étaient bien positionnés.

Toujours en Europe, dans les années 1990, l'Institut forestier européen (Efi, European Forest Institute) a été créé à la suite d'une initiative finlandaise. Je suis entré au conseil d'administration de cet institut en 1995 et au bout de deux ans, j'en suis devenu le président. Durant mon mandat, j'ai impulsé des grandes réformes dans cet institut. C'était une association de droit finlandais (un peu de type 1901) mais à caractère international, dont les membres étaient principalement des universités, des centres de recherche (la plupart de ceux existant en Europe) quelques industries, des fédérations de propriétaires forestiers. Ma première réforme a été d'essayer de développer l'activité de cet institut dans les grandes régions d'Europe, à travers des projets régionaux. Ces projets avaient une durée de quatre à cinq ans. L'idée était d'éviter que tout ne soit piloté depuis la Finlande, de promouvoir des thèmes d'intérêt régional, et en même temps d'utiliser au mieux les compétences de nos membres, institutions qu'il fallait faire travailler ensemble dans les régions. La seconde réforme que j'ai initiée a été le changement de statut d'Efi, pour un statut de type international résultant d'une convention inter-états (donc, à une échelle plus modeste, analogue à celui de la FAO ou des instituts relevant du CGIAR). Le processus conduisant à ce changement a pris plusieurs années notamment à cause des réticences de certains ministères finlandais, mais il a finalement abouti en 2003, alors que j'avais quitté la présidence du conseil d'administration d'Efi depuis deux ans. L'expérience que j'avais acquise au conseil d'administration du Centre international de recherche forestière (Cifor) m'avait convaincu de l'intérêt

de bénéficier d'un statut international pour avoir une meilleure visibilité, drainer des chercheurs étrangers, obtenir de meilleures possibilités de financement. Cela a permis le développement de cet institut dans les régions sous forme de six bureaux régionaux d'Efi : Espagne, France, Allemagne, Autriche, Scandinavie, Croatie.

Je me suis aussi impliqué dans les affaires de coopération scientifique forestière hors d'Europe au début des années 1990, en entrant au conseil d'administration du Cifor poussé dans cette direction par Jacques Poly (alors président du Cirad). Ce centre dépend du groupe consultatif de la recherche agronomique mondiale, comme d'autres instituts dédiés à une plante (par exemple le riz, le maïs ou la pomme de terre) ou à une problématique (ressources en eau et irrigation, agroforesterie). Ces instituts sont financés par la Banque mondiale et divers donateurs et travaillent principalement au profit des pays en développement. Ce nouveau centre a été créé *ex nihilo*. C'était passionnant. Il a fallu tout faire : créer le centre, trouver un pays hôte (Indonésie), recruter un directeur général, élaborer des programmes, construire des locaux et des équipements... J'allais assez régulièrement en Indonésie. Cela a été pour moi l'occasion de renouer avec mon passé de forestier tropical et surtout d'apprendre, dans un contexte de culture anglo-saxonne, la manière de conduire une réunion, ou de rédiger un argumentaire, qui peut beaucoup différer de nos habitudes « latines ». Cela m'a bien servi ensuite pour mes fonctions à Cost, Efi ou encore à la plateforme technologique européenne pour le secteur forestier.

Compte tenu de toutes les responsabilités que vous avez accumulées ou endossées successivement, quelle était votre méthode de travail ? Avez-vous un secret ?

Pas vraiment. Si j'ai pu faire cela, dans le cadre de l'Inra et du département Forêts, auprès des partenaires français et à l'international, c'est parce que j'ai bénéficié de l'appui extrêmement précieux d'un chef de département adjoint

expérimenté et compétent en la personne de Francis Cailliez. Auparavant chef du département Forêts du Cirad, il a rejoint celui de l'Inra au milieu des années 1990, avec une base à Paris. Il m'a succédé à la fin de mon mandat en 1999. Nous avons étroitement collaboré dans une atmosphère de complicité ; le partage des tâches était rendu plus facile par l'organisation du département en programmes de nature disciplinaire. Les leaders de programme constituaient des interlocuteurs privilégiés. Localement, la présence de chercheurs chevronnés, dotés d'une large culture scientifique, comme Michel Arbez à Bordeaux, était pour nous un appui majeur.

À quel moment y a-t-il eu une prise de conscience politique des problèmes concernant la forêt en Europe et dans le monde, et quelles en ont été les conséquences pour la recherche forestière française ?

Cette prise de conscience date des années 1980. Durant cette période, les écosystèmes forestiers ont connu dans certaines régions d'Europe et du continent nord-américain des dépérissements marqués, qui ont été rapidement attribués à la pollution atmosphérique. En 1986, le président Mitterrand organisait à Paris la conférence Silva au niveau des chefs de gouvernement. En 1990, la France et la Finlande ont pris l'initiative d'organiser à Strasbourg une conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe. Plusieurs résolutions prises concernaient au premier chef la recherche. L'une d'entre elles concernait le renforcement et une meilleure articulation au niveau national de recherches sur le fonctionnement des écosystèmes forestiers.

En 1993, le ministère de la Recherche a décidé de respecter les engagements de Strasbourg en créant le Gip Ecofor, comme instrument de fédération et de renforcement des moyens français de recherche sur les écosystèmes forestiers. C'est J.F. Lacaze, qui pour l'Inra, a été chargé du montage du projet de Gip. J'ai pris la présidence du conseil d'administration à sa création. J'ai occupé cette fonction pendant dix ans : ce fut pour moi une expérience d'un grand intérêt.

Avec le Gip Ecofor, avez-vous renoué avec l'interprofession Forêt en France ?

Pas vraiment. À la création du Gip en 1993, il comprenait seulement les organismes de recherche avec comme membres fondateurs : ONF, Inra, CNRS, Cemagref et aussi les tropicalistes : Orstom et Cirad. Depuis, ce groupe s'est élargi à d'autres partenaires. Notre champ de recherche était surtout focalisé sur les écosystèmes forestiers, leur fonctionnement et leur gestion. À l'époque, les ministères concernés (recherche, agriculture, environnement) étaient assez contents d'avoir une structure fédérée, avec des projets de recherche discutés en commun, évalués par un comité scientifique, priorisés et se présentant au financement de manière organisée. Finalement, au lieu de saupoudrer des moyens entre les organismes, les ministères avaient ainsi un outil permettant une plus grande efficacité. Dans les premières années du Gip, il y a eu pas mal d'argent pour travailler et Ecofor a pu ainsi apporter une vraie valeur ajoutée. Aujourd'hui le Gip, élargi, existe toujours et entame la troisième période de dix ans.

À quel moment vous êtes-vous impliqué dans la problématique des tempêtes ?

Les tempêtes sont arrivées en décembre 1999. J'en ai un souvenir très précis parce que j'ai failli disparaître physiquement du fait de la chute d'un toit d'une grosse poutrelle métallique juste à côté de moi sur un trottoir parisien au matin du 26 décembre ! L'ampleur d'une catastrophe sans précédent pour la forêt française a vite conduit la communauté scientifique à réagir. Comme président d'Ecofor, j'ai mis sur pied un groupe d'experts nationaux (scientifiques, instituts techniques, gestionnaires publics et privés) et étrangers voisins (Suisse, Allemagne). En six mois, on a bouclé une expertise collective qui a été publiée et dont un résumé pour les décideurs a été diffusé en français et en anglais. Le Gip Ecofor a également apporté son soutien au ministère de l'Agriculture sur la problématique des mesures d'aides à la reconstitution.

Un premier programme de recherche d'urgence, avec des financements du

ministère de l'Agriculture, a été lancé par Ecofor. Peu après, un deuxième programme de recherche beaucoup plus musclé a suivi, dans lequel l'Inra a mis des subsides importants. Avec un budget de plus d'un million d'euros, c'était un programme substantiel que j'ai coordonné. Les résultats ont donné lieu à la publication *La forêt face aux tempêtes* parue aux éditions Quæ en 2009. Ce fut une période assez chargée pour moi, mais je constatais avec satisfaction l'investissement réel de l'Inra. Je pense que le ministère de l'Agriculture a apprécié sa réactivité.

À l'Inra, les connaissances sur la stabilité des arbres face au vent et sur les conséquences écologiques des tempêtes étaient réelles mais dispersées. Il y avait des spécialistes de l'écoulement de l'air dans les couverts végétaux, de la mécanique des arbres, de l'ancrage racinaire, des caractéristiques dendrométriques des arbres ; sur des risques biotiques secondaires post-tempête (maladies ou insectes ravageurs), ainsi que de l'impact des dommages forestiers sur le fonctionnement des écosystèmes. Disposant de tours à flux en Aquitaine ou en Lorraine, on a pu mesurer les flux de carbone après les tempêtes. Les deux programmes de recherche pilotés par Ecofor ont permis des avancées significatives sur de nombreux points.

Cet épisode, qui a fortement et durablement marqué le secteur forestier, a-t-il eu des retombées positives sur le développement des recherches forestières à l'Inra ?

Indirectement seulement. En 1999, le ministère de l'Agriculture a mis en place de nouvelles mesures pour tenter de dynamiser et soutenir la filière forêt-bois notamment dans le contexte de la fin annoncée du Fonds forestier national. J'en ai informé le directeur général (Paul Vialle) en soulignant qu'il était dommage que la recherche forestière n'accompagne pas ces évolutions. Il m'a entendu, puisque deux mois après, il me convoquait pour m'annoncer qu'il avait trouvé une solution technique interne à l'Inra, consistant à convertir des postes de techniciens en postes de chercheurs. Je me souviens encore de ma stupéfaction lorsqu'il mentionna leur nombre :

25 environ. Bertrand Hervieu, qui venait d'arriver à la présidence de l'Inra, a soutenu ces propositions et décidé de les mettre en œuvre. À la fin de l'année 1999, une réunion fut programmée pour les premiers jours de l'année 2000 à laquelle devaient assister : B. Hervieu, P. Vialle, J. Boiffin (directeur scientifique), F. Cailliez (il m'avait succédé comme chef de département en 1998) et moi-même (CD adjoint). Les deux tempêtes, Lothar et Martin, balayèrent la France les 26 et 28 décembre 1999...

Cette catastrophe pour le secteur forestier a certes facilité le déroulement de la manœuvre prévue, dans la mesure où il a été plus aisé d'obtenir l'agrément du ministère de la Recherche pour créer les postes de chercheurs supplémentaires. Contrairement à ce que beaucoup de collègues ont alors affirmé à l'époque, ce n'est pas la tempête qui est à l'origine du renforcement des recherches forestières, la décision avait bien été prise avant. Je souhaitais rétablir ce point d'histoire !

La direction générale m'a ensuite confié la tâche, ainsi qu'à Alain Franc, de préparer un rapport argumenté sur les domaines scientifiques prioritaires à renforcer et sur le positionnement des nouveaux chercheurs. Ce travail, élaboré en concertation avec F. Cailliez, a été, après un aller-retour, validé par le conseil scientifique de l'Inra. Il s'est beaucoup appuyé sur le remarquable travail de prospective sur le secteur forestier et sur les besoins en recherche en découlant, réalisé par l'Inra sous la houlette de Michel Sébillotte, et achevé en 1998. J'avais dans ce travail coordonné le volet « recherche ». Le recrutement de nouveaux chercheurs s'est ensuite effectué sur trois ou quatre ans. Trois postes budgétaires ont été réservés au financement temporaire (3 ans maximum) du salaire d'ingénieurs issus d'autres organismes et postés dans un laboratoire Inra, avec l'objectif de faciliter des transferts du monde scientifique vers le développement et de créer des liens durables entre les deux communautés.

J'ai vécu cette période de manière euphorique : peu de chefs de département ont au cours de leur carrière connu une augmentation aussi forte et soudaine de leurs effectifs chercheurs !

Vous êtes parti à la retraite en 2002 ?

Oui, mais avant cela, j'ai été basé à Paris, de 1998 à 2002, en position de CD adjoint auprès de F. Cailliez. Mes missions consistaient principalement à animer, comme président du Conseil d'administration du Gip Ecofor, une structure fédérative qui prenait de l'importance, à renforcer le partenariat avec les autres organismes forestiers français, du secteur recherche, développement ou gestion à travers leurs conseils d'administration et/ou leurs conseils scientifiques : ONE, Afocel, Cemagref. Un autre volet concernait l'implication dans les structures européennes, aidant en cela à une meilleure visibilité des recherches forestières de l'Inra. J'ai notamment poursuivi mes responsabilités dans Efi et à Cost.

En 1999, j'ai été approché pour faire partie du comité international de sélection du prix Wallenberg ; mon mandat a duré six ans. C'est un prix très prestigieux décerné par une fondation suédoise à un chercheur ou ingénieur, auteur d'une percée scientifique ou technologique dans le domaine de la forêt ou des industries forestières du bois ou du papier. Ce prix (250 000 €) est décerné en principe tous les ans par le roi de Suède (comme les « Nobels »). J'ai fonctionné dans ce comité pour sélectionner les dossiers très variés venant de l'ensemble du secteur forestier. C'était très intéressant et très instructif parce que c'était un poste d'observation privilégié de l'avancement des sciences et des technologies, à travers les dossiers qui nous étaient soumis. Une réunion annuelle du comité de sélection hors d'Europe (Canada, États-Unis, Australie, Afrique du Sud) permettait également de parfaire cette observation lors des visites organisées localement. J'ai eu une grande satisfaction de voir Antoine Kremer, brillant généticien de l'Inra de Bordeaux, recevoir ce prix. Il l'a remporté alors que je venais juste de quitter le comité. Dans un contexte fortement anglo-saxon, cette période a été pour moi l'occasion de faire connaître la science forestière française, non seulement à travers la personne d'Antoine Kremer, mais aussi à travers les collègues français que j'ai proposés comme évaluateurs de dossiers ou comme *keynote speakers*, au



Variabilité de la forme chez *Cupressus sempervirens*.

cours de la matinée de conférences qui suivait la remise du prix.

À votre retraite, avez-vous été nommé chargé de mission ?

Oui. J'avais demandé ce statut pour continuer notamment les activités de coopération scientifique au niveau européen. Cela me permettait de « rouler » pour le département Forêts de l'Inra auprès d'instances européennes comme Cost (où j'ai terminé mon mandat en 2004) et Efi où, bien que n'étant plus président du conseil d'administration, j'étais impliqué dans les activités régionales au niveau d'un centre de projet méditerranéen à Barcelone. Devenu bureau régional d'Efi, j'y ai beaucoup travaillé jusqu'en 2013. J'étais président de son conseil scientifique. Grâce à mon expérience du contexte européen, j'ai pu seconder son jeune directeur espagnol Marc Palahi, et, avec lui, monter avec succès des projets européens de recherche et d'enseignement, fédérer les organismes de recherche au nord, au sud et à l'est de la méditerranée, élaborer

un plan stratégique de recherche pour le bassin méditerranéen, agréé par tous, et *in fine* décrocher auprès de la Commission européenne un Era-Net. Je fais toujours partie du comité de pilotage de cet Era-Net.

Au moment où je quittais Cost en 2004, une initiative de grande ampleur pour le secteur forestier européen a vu le jour : la « Forest-based Sector Technology Platform ». Ce nouveau grand instrument de la Commission européenne ; la plateforme technologique, avait pour objectif de rassembler tous les partenaires d'une filière ; pour le secteur forestier, les propriétaires forestiers et industriels du papier et du bois européens. J'ai été approché pour présider le conseil scientifique de cet organisme. *Ex officio*, je faisais partie du comité de haut niveau, instance décisionnelle du projet. Il comprenait le président de la confédération des industries du papier en Europe, de même pour le bois, celle des propriétaires forestiers publics et privés. La plateforme a élaboré un document prospectif sur le secteur forestier en Europe à l'horizon 2030 qui a fait l'objet d'un consensus entre les pays. Dans un deuxième temps, découlant de la prospective, un plan de recherche stratégique pour l'Europe a été élaboré selon un processus interactif avec les pays. Je me suis beaucoup impliqué dans ce processus en faisant prévaloir l'affichage de certains thèmes prioritaires de recherche. C'était une grande première en Europe, et même dans de nombreux pays, où tous les acteurs d'une filière se mettaient autour d'une table pour réfléchir à la recherche et l'innovation. J'ai été le président du conseil scientifique de cette plateforme européenne pendant quatre ans. La plateforme existe toujours et a eu du succès : on a pu influencer la commission dans le choix des thèmes proposés aux appels d'offres et de nombreux projets ont été financés dans le domaine forêt-bois-papier à ce moment-là. La France (l'Inra) en a d'ailleurs coordonné beaucoup. Cette période de quatre ans fut passionnante mais aussi contraignante en termes de déplacements : en moyenne une fois par semaine à Stockholm, Varsovie, Vienne, Rome, Munich, Bruxelles... Pour un retraité, c'était un peu beaucoup !

Pionnier pour installer l'unité à Orléans, vous aviez des postes à responsabilités, la sylviculture à Avignon et chef de département. Que vous reste-t-il de cette formation de forestier des années 1963-1964 et de votre période de généticien en amélioration des plantes ? Que reste-t-il du chercheur ?

Je crois que les réponses aux questions précédentes illustrent que toute ma carrière a été centrée sur la forêt. Ma formation forestière m'a indiscutablement servi dans mes activités de chercheur en amélioration génétique, puis de « manager » scientifique, notamment à travers la compréhension de l'arbre et du peuplement forestier dans son histoire et son environnement, et à travers la connaissance des interactions entre facteurs biotiques et abiotiques dans ces écosystèmes complexes. La compréhension de la culture des forestiers et des préoccupations des gestionnaires m'a aussi beaucoup aidé dans les liens que j'ai pu établir ou renforcer avec les organismes professionnels.

Une leçon que je tire de la période de ma vie consacrée à l'amélioration génétique des arbres forestiers est que la recherche peut offrir dans des délais raisonnables un progrès génétique substantiel, assez facilement transférable à la pratique, par la plantation de variétés améliorées. Alors que la tendance va dans le sens d'un développement de la bio-économie qui va demander davantage de biomasse, il faudrait peut-être s'en souvenir et relancer la foresterie de plantation.

Comme chercheur, je retiendrai principalement que la quête de connaissance a été ma ligne directrice et encore aujourd'hui. J'ajoute que depuis une bonne vingtaine d'années, la responsabilité du chercheur comme acteur d'une expertise scientifique collective au service de la société et comme participant au fondement de la décision politique m'est apparue de plus en plus clairement, compte-tenu des situations complexes auxquelles nos sociétés sont confrontées. Ces dernières années, j'ai convaincu l'Efi de créer une collection : « Ce que la science peut nous dire ». J'ai coordonné la rédaction de deux ouvrages collectifs : *Vivre avec les feux de forêt* et *L'eau et la forêt en région méditerranéenne : un équilibre à trouver*,

et ai été impliqué dans la rédaction d'un chapitre dans un troisième ouvrage : *Vivre avec les tempêtes*.

L'enseignement de la génétique forestière dans les écoles perdure-t-il ?

Oui. Je l'ai d'ailleurs moi-même enseigné au début des années 80 à l'École des ingénieurs des travaux des eaux et forêts de Nogent-sur-Vernisson avant son déménagement à Nancy mais le champ d'application de cette discipline s'est déplacé. Aujourd'hui, la génétique forestière a principalement des applications dans la compréhension de l'évolution des populations, notamment en relation avec les changements climatiques, et la capacité d'adaptation des écosystèmes forestiers. Cette approche scientifique doit avoir toute sa place. Toutefois, l'application de la génétique à la sélection et à l'amélioration est en perte de vitesse (sauf pour le pin maritime et le peuplier) pour les raisons indiquées précédemment : notamment la diminution drastique des surfaces plantées et l'érosion du concept de « forêt cultivée » dans un contexte où dominent des préoccupations environnementales, parfois à consonance idéologique. Comme nombre de sélectionneurs forestiers, j'en conçois évidemment une certaine amertume. Mais c'est ainsi !

Avez-vous eu des moments de doute, des périodes plus difficiles ?

Bien évidemment ! Qui n'en a pas ? La responsabilité de chef de département comporte naturellement des arbitrages à rendre dans les moyens (recrutements, équipements, constructions), création ou fermeture d'unités. On ne peut pas plaire à tout le monde mais on peut aussi douter par moments des choix que l'on fait. Une préoccupation récurrente a été le constat de l'érosion continue du budget dit « reproductible » des laboratoires au fil du temps, conduisant à une chasse aux contrats qui touche de plus en plus les jeunes chercheurs.

Avez-vous eu à cœur de pousser certaines personnes à passer des concours ?

La promotion interne est effectivement un « ascenseur » qui fonctionne assez

bien dans le monde de la recherche publique, contrairement à d'autres structures. À la station d'amélioration, j'ai encouragé certains techniciens à viser des changements de corps ou de grade, et participé aussi à leur préparation aux concours. Comme chef de département, je me suis aussi intéressé aux agents administratifs, souvent un peu isolés dans les secrétariats de stations. J'ai, à leur intention, organisé un séminaire dans lequel certains d'entre eux jouaient le rôle de formateur.

Avez-vous l'impression qu'à l'Inra vous avez eu une certaine liberté pour faire des choses enthousiasmantes ?

Avec le recul, je crois que c'était effectivement mon cas, que ce soit comme chercheur, comme responsable de programmes, ou ensuite comme chef de département. Pendant la première partie de ma carrière à l'Inra, j'ai toujours connu une atmosphère de confiance avec P. Bouvarel et J.F. Lacaze. Comme chef de département ensuite, j'ai eu également beaucoup de liberté pour impulser des évolutions, et contribuer à faire émerger « l'espace européen de la recherche » dans le domaine forestier.

Aujourd'hui, l'Inra affiche ses trois mots-clés : Agriculture, Alimentation, Environnement. Cet Inra vous convient-il mieux que celui que vous avez connu au début des années 1970 à Nancy ?

Au début des années 1970, ma vision de l'Inra était très incomplète, et aujourd'hui, étant à la retraite, ma connaissance de l'Institut n'est plus *up to date* ! L'évolution de l'Institut vers une prise en compte intégrée de l'agriculture, de l'alimentation de l'environnement, déjà proposée par J. Poly, est totalement justifiée, et l'on observe des tendances similaires dans les autres pays. Il me semble aussi que l'Institut a connu un certain décloisonnement et « dépyramidage » de structures (unités, départements) assez étanches, à travers le partenariat intra et inter-organismes (UMR), et la promotion des approches interdisciplinaires. La visibilité actuelle de l'Inra sur la scène européenne et



Le comité international de sélection du Prix Marcus Wallenberg entourant son Altesse Royale Carl XVI Gustaf de Suède avec à sa gauche la reine Silvia. Yves Birot se trouve devant et à droite de la photo (Stockholm, 2005).

internationale représente une avancée fantastique.

Vous vous sentez bien dans la dynamique de la recherche forestière à travers ce que vous faites, à travers les activités de la section forêts et filière bois de l'Académie d'agriculture. Vous occupez-vous encore de la plateforme technologique européenne ?

Je ne suis plus que de loin les activités de la plateforme technologique européenne. Aujourd'hui, ses perspectives d'évolution semblent aller vers la mise en place d'instruments plus ambitieux en termes de capacité fédérative et de financement comme le JPI (Joint Programming Initiative), en particulier par regroupement des Era-Nets du secteur.

La mission de l'Académie d'agriculture de France déborde le seul cadre de la recherche : elle s'intéresse aussi aux politiques publiques, aux industries... Comme secrétaire de la section forêts et filière bois, mon action vise plusieurs objectifs : • nourrir « intellectuellement » la réunion mensuelle de ses membres à travers des exposés scientifiques ou techniques de ses membres, des lauréats (notamment les jeunes) à qui l'Académie décerne des prix, ou encore d'experts extérieurs • organiser

des « séances » publiques de qualité • développer des synergies avec d'autres sections • susciter la rédaction d'avis sur des sujets d'actualité • participer à la mission d'interface de l'académie entre sciences et techniques, et société. Je coordonne actuellement la rédaction d'un ouvrage collectif numérique, une sorte de wikipédia, intitulé : *La forêt et le bois en France en 100 questions*.

Avez-vous eu la Légion d'honneur ?

Oui. Sans en tirer de vanité personnelle, je pense que cette distinction traduit une forme de reconnaissance sociale d'une activité professionnelle sur le long terme (dans mon cas une carrière, puisque je venais de partir à la retraite) et je l'ai donc reçue comme un honneur. J'ai de la gratitude pour Bertrand Hervieu qui en est à l'origine et pour Marion Guillou qui m'a remis cette décoration.

ITEMS

douglas/Afrique de l'Ouest/
eucalyptus/forêt tropicale/érosion/
Orléans/tempête 1999/Avignon/
système Cost/feu de forêt/
forêt méditerranéenne

